

Budget—M. Crosbie

unitaire. Le parti progressiste conservateur ne croit pas au gouvernement unitaire. Il croit au fédéralisme de collaboration. Son chef et ceux qui siègent de ce côté-ci n'adoptent pas cette position à l'égard des relations fédérales-provinciales. Jamais de la vie. Mon parti veut maintenir l'unité du Canada en permettant la diversité, en permettant la conciliation, la discussion et les accommodements. C'est la seule possibilité que nous avons si nous ne voulons pas que le Québec se sépare ni que d'autres régions du pays s'exaspèrent et tentent de faire de même. Mais le premier ministre ne peut faire cela. Nous avons pu le constater à maintes reprises et cela se reproduit encore aujourd'hui. On ne peut aborder sérieusement la question de l'unité nationale tant que cela dure.

Le gouvernement a opté pour une solution politique. Il sait que dans six mois, lorsque les taxes remonteront, c'est aux provinces que l'on s'en prendra. Que penseront de leur gouvernement provincial les Terre-Neuviens lorsque la taxe de vente passera de 8 à 11 p. 100 en octobre, à la veille de l'hiver? Ce sera la même chose en Ontario, ou dans neuf mois en Saskatchewan et en Colombie-Britannique. C'est les gouvernements provinciaux que l'on blamera et non le gouvernement qui est à la source du problème avec sa solution tampon, sa vile proposition politique. La politique vient se mêler à tout. Même la question d'unité nationale doit servir à l'avantage politique du parti d'en face. Quelle façon de tenter de sauver le pays! C'est assez pour bouleverser n'importe qui!

Mais je laisse là, monsieur l'Orateur, le sujet du budget. J'aimerais avoir deux bonnes heures pour le couvrir convenablement.

Passons au chômage. Voici que le Canada est aux prises avec un taux de chômage effroyable: 16.5 p. 100—en fait, 19.4 p. 100—à Terre-Neuve. Même la riche province de l'Ontario n'y échappe pas: 13.2 p. 100 à St. Catharines, 13 p. 100 à Sudbury, 10.8 p. 100 à Kitchener et 11.2 p. 100 à Windsor. Je commence à avoir pitié des habitants du continent, monsieur l'Orateur. Le centre du Canada, le cœur industriel du pays affligé de ces taux élevés de chômage? Où va le Canada quand l'industrie manufacturière tourne à 80 p. 100 de sa capacité? Selon, le Conseil des sciences du Canada, nous allons vers une désindustrialisation. Des négociations sont en cours à Genève, et le ministre est incapable de nous dire ce qui s'y passe.

L'industrie canadienne est à la veille de se faire hara-kiri—et c'est le gouvernement canadien qui la pousse au sacrifice. A Terre-Neuve, nous avons l'habitude du chômage, mais ce n'est pas le cas en Ontario. Mon cœur saigne pour ces pauvres gens. A Saint-Jean, Terre-Neuve, il y a 15.8 p. 100 de chômeurs dans les villes. A Chicoutimi, 20.4 p. 100. Il n'y a rien de prévu dans le budget pour réduire le chômage. Au contraire. A cause du gâchis que le gouvernement a provoqué dans nos affaires économiques, le dollar canadien tremble sur ses bases. C'est comme un rein flottant. Le dollar flottant n'est pas en bonne santé, monsieur l'Orateur. Il y a quelque chose qui cloche. Quand votre rein commence à flotter, c'est signe que quelque chose ne va pas au point de vue santé. Quand le dollar canadien commence à flotter, c'est signe que notre santé économique laisse à désirer. C'est un indice de la façon dont le reste du monde nous voit. On sait que notre économie est malade.

[M. Crosbie.]

Pauvre Jack Horner! Quand la grande langue et le bavard en auront terminé avec le dollar, nous serons chanceux s'il en reste quelque chose.

Voyons donc ce qu'on offre au million et plus de chômeurs. J'ai mentionné hier soir la farce qu'on nous a servie lors de la conférence des premiers ministres, qui n'était que de la poudre aux yeux. Qu'a-t-on fait à Terre-Neuve? On y a implanté des projets Canada au travail qui paient les plus bas salaires de tout le Canada: le maximum est de \$115 par semaine. On a fait miroiter aux chômeurs de Terre-Neuve le mirage de l'inauguration cette année du projet de Gull Island et la promesse de 11,000 emplois. Ils ont appris plus tard qu'il ne s'agissait que d'une nouvelle étude.

On a proposé il y a un an un projet qui emploierait 400 bûcherons pendant trois ans à la préparation du réservoir pour l'aménagement hydro-électrique du bas Churchill—un projet qui emploierait 400 hommes pendant trois ans. Il y a là bien des bûcherons en chômage. Le gouvernement fédéral fait une offre mesquine, disant qu'après un an, il paiera \$10,000 par emploi. Ils savent que l'entreprise coûtera 25 millions de dollars, qu'elle sera durable, car le réservoir doit être déblayé même si nous n'avons aucune assurance que le projet se réalisera. Autrement dit, le gouvernement fédéral n'aide pas là-bas.

Nous avons une raffinerie dans ma circonscription, à Come-by-Chance. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Gillespie) s'en moque éperdument. Il n'a rien fait du tout. Il n'a pas levé le petit doigt ou l'orteil pour remettre la raffinerie de Come-by-Chance sur pied et ainsi atténuer le chômage.

Le ministre de l'Expansion économique régionale—j'ai reçu la lettre la plus idiote qui soit de lui hier, au sujet du projet de National Sea Products Fish Plant à Arnold's Cove, dans la baie de Plaisance, où sévit le chômage le plus aigu de toute la région. On a fait une demande en octobre dernier. On projette d'agrandir l'usine de transformation du poisson, au coût de 4 millions de dollars. On demandait un emprunt de 1.104 million de dollars et une subvention de \$335,000. L'entreprise promet de créer 67 nouveaux emplois à plein temps et à l'année longue là-bas. On y emploie déjà 18 personnes à plein temps toute l'année, et 32 à temps partiel. On adressait donc une demande au MEER en octobre dernier. Cela, dans une région où le chômage est désastreux, où il atteint peut-être 40 ou 50 p. 100, et le ministre n'a pas encore donné son approbation. Le ministère fédéral des Pêches et de l'Environnement a donné son accord au mois de janvier. J'ai reçu hier une lettre dans laquelle le ministre dit qu'il faut tenir compte de la limite des 200 milles lorsqu'il est question des stocks de poisson ce qui est ridicule. Qu'il se remue et qu'il nous aide à trouver du travail à ces chômeurs.

● (1652)

A quelle sorte de gouvernement avons-nous affaire? Le premier ministre a dit en mai 1972 que le chômage pouvait devenir pour nous une obsession. Il prenait le chômage à la légère. Il a dit que cela pouvait devenir pour nous une obsession, d'après un article paru dans le *Star* de Montréal du 11 mars 1972. Je trouve que nous avons de bonnes raisons d'être obsédés par ce problème, monsieur l'Orateur. Il y a des millions de gens qui le sont. Un gouvernement dont le chef n'est pas obsédé par ce problème devrait démissionner et